ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 18 juillet 1986 d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° "modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 sur les centres publics d'aide sociale", a donné le 25 juillet 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 18 juli 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn", heeft op 25 juli 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le projet se fonde sur l'article 1er, 4°, de la loi du 27 mars 1986 accordant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Cette disposition doit se lire de la façon suivante :

"Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

...

4° de compléter, d'adapter ou de modifier la législation sur les hôpitaux, les laboratoires de biologie clinique et les services médico-techniques, particulièrement en ce qui concerne l'organisation, le fonctionnement, la gestion, le financement et la programmation de ces institutions ou services, tant pour les institutions publiques que privées, y compris les hôpitaux universitaires;

...".

Les mesures prévues au 4° ne peuvent donc être prises par le Roi que si elles tendent à réaliser un ou plusieurs des objectifs suivants :

- le redressement économique et financier,
- la diminution des charges publiques,
- l'assainissement des finances publiques,
- la promotion de l'emploi,
- l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale.

Le projet tend à modifier certaines dispositions de la loi organique des centres publics d'aide sociale relatives aux hôpitaux gérés par ces centres, dans le but d'assouplir les règles de tutelle qui leur sont applicables et de leur attribuer ainsi une plus grande autonomie. Sont notamment visés par ces mesures d'allégement de la tutelle, les hôpitaux dont les comptes démontrent que leur exploitation est en équilibre. Mais des mesures d'assouplissement de la tutelle sont aussi prévues pour tous les hôpitaux dépendant des centres publics d'aide sociale (C.P.A.S.) que leurs comptes soient ou non en équilibre.

Le rapport au Roi expose que l'article 1er, 4°, permet de modifier la loi organique des centres publics d'aide sociale, du moins dans ses dispositions qui concernent les hôpitaux, ces dispositions pouvant être considérées comme faisant partie de la législation sur les hôpitaux. Il rappelle ensuite les mesures qui ont été prises dans le passé pour diminuer le déficit des hôpitaux publics et expose les résultats de ces mesures; il commente enfin les mesures prévues par l'arrêté en projet. Il explique notamment que les mesures d'allégement de la tutelle prises en faveur des hôpitaux dont les comptes démontrent que leur exploitation est en équilibre, ont pour but d'inciter les gestionnaires des hôpitaux à atteindre l'équilibre financier.

Il paraît résulter de cet exposé que, parmi les objectifs que peuvent poursuivre les arrêtés pris en exécution de la loi du 27 mars 1986, deux objectifs sont poursuivis par le projet, d'une part, l'assainissement des finances des hôpitaux publics et l'équilibre financier de ceux-ci et, d'autre part, mais dans une mesure moindre, la promotion de l'emploi. Lors de l'examen des articles du projet, des réserves seront faites au sujet de la légalité de certains de ceux-ci.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Pour respecter l'intitulé de la loi du 8 juillet 1976, il y a lieu d'écrire, dans le texte français : "Arrêté royal n° modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale".

PREAMBULE.

L'arrêté royal en projet vise à modifier les articles 40, 42, 52, 54, 94, 111, 125 et 126 de la loi du 8 juillet 1976 et à y insérer de nouveaux articles.

L'usage recommande de viser spécialement au préambule les articles à modifier en rappelant les modifications qu'ils ont déjà subies.

L'alinéa 2 devrait donc être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 42 modifié par la loi du 31 juillet 1984, l'article 55, les articles 89, 94 et 111 modifiés par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983, confirmé par la loi du 6 décembre 1984, et les articles 125 et 126;"(1).

.../...

---

(1) Il a été tenu compte des observations faites dans les articles 2, 4 et 5.

DISPOSITIF.

Observations préalables.

L'usage est d'écrire : "article 1er", "§ 1er".

Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire "alinéa 1er", "alinéa 2" ... et non "premier alinéa", "deuxième alinéa".

Dans le texte français, le verbe "ressortir à", figurant dans plusieurs dispositions du projet, doit être remplacé par "dépendre de".

Article 1er.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Un article 26ter, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale :".

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 de l'article 26ter en projet :

"L'article 26bis cesse d'être applicable ou le redevient, selon le cas, à partir du moment où les comptes sont approuvés ou arrêtés définitivement par application de l'article 89".

.../...

Article 2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quel est l'objectif prévu par l'article 1er de la loi du 27 mars 1986 qui pourrait être atteint par la modification apportée aux règles de tutelle fixées par l'article 40 de la loi du 8 juillet 1976. En effet, la mesure envisagée dans la disposition en projet ne permet ni d'assainir les finances des hôpitaux des C.P.A.S., ni d'y promouvoir l'emploi.

Dès lors, la disposition en projet ne trouve pas de fondement légal dans l'article 1er, 4°, de la loi du 27 mars 1986. L'article doit donc être omis.

Article 3 (devenant l'article 2).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"A l'article 42 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 :

"Pour l'hôpital qui dépend du centre, le Conseil de l'aide sociale fixe un cadre du personnel distinct, après

.../...

avis du comité de gestion visé à l'article 94, § 2. Selon ... (1).

2° l'alinéa 4, modifié par la loi du 31 juillet 1984, est remplacé par la disposition suivante : (2)".

.../...

---

(1) La seconde phrase de l'alinéa en projet est susceptible de deux interprétations. Selon la première interprétation, le Conseil de l'aide sociale pourrait de toute façon déterminer la manière d'opérer le transfert d'un cadre à l'autre, soit librement si le Roi n'a pas fait usage de la faculté de fixer les conditions et les règles de ce transfert, soit en se conformant à ces conditions et à ces règles si le Roi les a fixées. Selon une seconde interprétation, le Conseil de l'aide sociale ne pourrait déterminer la manière d'opérer le transfert d'un cadre à l'autre que si le Roi a fixé les conditions et les règles de ce transfert.
Le texte devrait être précisé selon l'interprétation que le Gouvernement entend lui donner.

(2) L'observation faite sous (1) vaut également pour cet alinéa, dans lequel l'emploi du verbe "peut" laisse dans l'imprécision les conséquences du défaut d'exercice par le Roi de Ses pouvoirs.

Articles 4 et 5.

Ces articles appellent la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'article 2. Les mesures envisagées sont relatives à la discipline exercée sur le personnel des hôpitaux et sont, dès lors, étrangères aux objectifs que la loi du 27 mars 1986 permet de poursuivre.

Ces articles doivent être omis.

Article 6 (devenant l'article 3).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Un article 55bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :".

Dans le texte français de l'article 55bis en projet, il y a lieu d'écrire : "peut, dans les limites du cadre du personnel.... Ce contrat est conclu par écrit".

Article 7 (devenant l'article 4).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"A l'article 94 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983, confirmé par la loi du 6 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° Le paragraphe 3 est complété comme suit :

"d) fixer le prix de revient à facturer par l'hôpital pour la fourniture de biens et de services au profit d'autres services et établissements du centre ou au profit de tiers;

e) prendre, pour l'hôpital, les décisions d'application des dispositions ...;

2° Il est inséré un paragraphe 8 rédigé comme suit :

"§ 8. Le comité de gestion visé au paragraphe 2 gère aussi, conformément aux paragraphes 3 à 6, la partie d'un hôpital ... autres formes de soins. Dans ce cas, la comptabilité, la trésorerie, le budget et les comptes, ainsi que le cadre du personnel de ce service résidentiel,sont distincts de ceux de l'hôpital".

Article 8 (devenant l'article 5).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Dans l'article 111 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 244 du 31 décembre 1983, confirmé par la loi du 6 décembre 1984, il est inséré un paragraphe 2bis, rédigé comme suit :".

L'alinéa 2 du paragraphe 2bis en projet devrait être rédigé sur le modèle du texte proposé pour l'article 26ter, alinéa 2, en projet (article 1er du projet).

.../...

Article 9 (devenant l'article 6).

La rédaction suivante est proposée :

"L'article 125 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

"Lorsque l'association est formée en vue de l'exploitation d'un hôpital ou d'une partie d'un hôpital, les personnes de droit public disposent de la moitié au moins des voix dans les différents organes ...".

Article 10 (devenant l'article 7).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 126, § 1er, de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :".

Dans le texte français de la disposition en projet, il y a lieu d'écrire : "la tutelle administrative est limitée ..."

La "tutelle administrative" dont il est question dans le texte en projet, ne doit pas être comprise comme visant uniquement les mesures de contrôle prévues au chapitre IX de la loi du 8 juillet 1976 mais comme visant aussi les mesures de tutelle prévues par d'autres chapitres de cette loi.

+

Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que, dans la disposition en projet, sont visés les comptes arrêtés par les organes statutaires compétents de l'association, sans que ceux-ci doivent être approuvés par une autorité de tutelle.

En vue d'éviter toute confusion avec les dispositions contenues dans l'article 26ter en projet (article 1er) et dans l'article 111, § 2bis, en projet (article 8, devenant 5), il est proposé d'omettre le mot "définitifs" dans la disposition en projet.

Article 11 (devenant l'article 8).

Il y a lieu d'écrire, dans le texte français : " ... chacun en ce qui le concerne ...".

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp steunt op artikel 1, 4°, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Die bepaling moet als volgt worden gelezen :

"Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

...

4° de wetgeving met betrekking tot de ziekenhuizen, de laboratoria voor klinische biologie en de medisch-technische diensten aan te vullen, aan te passen of te wijzigen, meer bepaald voor wat betreft de organisatie, de werking, het beheer, de financiering en de programmatie van deze instellingen of diensten, zowel ten aanzien van de openbare als van de privé-instellingen, met inbegrip van de universitaire ziekenhuizen;

...".

De in 4° beoogde maatregelen mogen door de Koning dus enkel worden genomen als zij erop gericht zijn een of meer van de volgende doelstellingen te verwezenlijken :

- het economisch en financieel herstel,
- de vermindering van de openbare lasten,
- de gezondmaking van de openbare financiën,

.../...

- de bevordering van de tewerkstelling,
- het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid.

Het ontwerp beoogt het wijzigen van sommige, in de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn vervatte bepalingen omtrent de door die centra beheerde ziekenhuizen, met de bedoeling de regels van toezicht die erop toepasselijk zijn, te versoepelen, en zodoende de ziekenhuizen een ruimere autonomie te verlenen. Die maatregelen tot verlichting van het toezicht doelen onder meer op de ziekenhuizen uit wier rekeningen blijkt dat de exploitatie ervan in evenwicht is. Maatregelen tot versoepeling van het toezicht zijn echter ook gepland voor alle ziekenhuizen die van de centra voor maatschappelijk welzijn (O.C.M.W.) afhangen, ongeacht of hun rekeningen in evenwicht zijn of niet.

In het verslag aan de Koning wordt uiteengezet dat artikel 1, 4°, het mogelijk maakt de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te wijzigen, althans wat de bepalingen aangaande de ziekenhuizen betreft, aangezien die bepalingen geacht kunnen worden deelt uit te maken van de wetgeving op de ziekenhuizen. In het verslag wordt voorts gewezen op de maatregelen die in het verleden genomen zijn om het tekort van de openbare ziekenhuizen te verminderen en worden de resultaten van die maatregelen uiteengezet; tenslotte commentarieert het verslag de maatregelen waarin het ontworpen besluit voorziet. In het verslag wordt inzonderheid uitgelegd dat de maatregelen tot verlichting van het toezicht die worden vastgesteld ten bate van de ziekenhuizen uit wier rekeningen blijkt dat de exploitatie ervan in evenwicht is, tot doel hebben de beheerders van de ziekenhuizen aan te zetten tot het bereiken van het financiële evenwicht.

.../...

Uit deze uiteenzetting lijkt te volgen dat, van de doelstellingen die nagestreefd kunnen worden door de besluiten die ter uitvoering van de wet van 27 maart 1986 worden genomen, dit ontwerp er twee nastreeft, enerzijds de gezondmaking van de financiën van de openbare ziekenhuizen en het financiële evenwicht van die ziekenhuizen en anderzijds, maar in mindere mate, de bevordering van de tewerkstelling. Bij de bespreking van de artikelen van het ontwerp zal voorbehoud worden gemaakt in verband met de wettigheid van sommige ervan.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Ter inachtneming van het opschrift van de wet van 8 juli 1976 schrijve men in de Franse tekst boven het verslag aan de Koning : "Arrêté royal n° modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale".

AANHEF.

Het ontworpen koninklijk besluit heeft tot doel de artikelen 40, 42, 52, 54, 94, 111, 125 en 126 van de wet van 8 juli 1976 te wijzigen en er bovendien nieuwe artikelen in op te nemen.

Het gebruik wil dat in de aanhef bepaaldelijk wordt verwezen naar de te wijzigen artikelen, met vermelding van de wijzigingen welke deze hebben ondergaan.

Het tweede lid zou dan als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 42, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1984, op artikel 55, op de artikelen 89, 94 en 111, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, bekrachtigd bij de wet van 6 december 1984, en op de artikelen 125 en 126;"(1).

BEPALEND GEDEELTE.

Voorafgaande opmerkingen.

Het is gebruikelijk in de Franse tekst te schrijven : "article ler", "§ ler".

Zoals gebruikelijk is, behoort in de Franse tekst te worden geschreven "alinéa ler", "alinéa 2" ... en niet "premier alinéa", "deuxième alinéa".

In de Franse tekst dient het werkwoord "ressortir à", dat in verscheidene artikelen van het ontwerp gebruikt is, te worden vervangen door "dépendre de".

Artikel 1.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

---

(1) Er is rekening gehouden met de opmerkingen die gemaakt zijn bij de artikelen 2, 4 en 5.

"Een artikel 26ter, luidend als volgt, wordt in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ingevoegd :".

Voorgesteld wordt het tweede lid van het ontworpen artikel 26ter als volgt te redigeren :

"Artikel 26bis houdt op van toepassing te zijn of wordt opnieuw van toepassing, al naar het geval, vanaf het ogenblik dat de rekeningen goedgekeurd of definitief vastgesteld zijn met toepassing van artikel 89".

Artikel 2.

Het is de Raad van State niet duidelijk welk van de in artikel 1 van de wet van 27 maart 1984 bedoelde oogmerken zou kunnen worden verwezenlijkt met de wijziging van de in artikel 40 van de wet van 8 juli 1976 bepaalde regels inzake toezicht. De in de ontworpen bepaling beoogde maat egel kan immers niet bijdragen tot de sanering van de financiën van de O.C.M.W.-ziekenhuizen of tot het bevorderen van de tewerkstelling in die ziekenhuizen.

De ontworpen bepaling vindt dan ook geen rechtsgrond in artikel 1, 4°, van de wet van 27 maart 1986. Het artikel moet dus vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"In artikel 42 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor het ziekenhuis dat van het centrum afhangt, bepaalt de Raad voor maatschappelijk welzijn een afzonderlijke personeelsformatie, na advies van het in artikel 94, § 2, bedoelde beheerscomité. Onder ... (1).

2° het vierde lid, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1984, wordt vervangen door volgende bepaling :(2)".

.../...

---

(1) De tweede volzin van het ontworpen lid kan op twee manieren worden uitgelegd. Volgens de eerste interpretatie zou de Raad voor maatschappelijk welzijn hoe dan ook kunnen bepalen op welke wijze de overgang van de ene personeelsformatie naar de andere wordt verricht, hetzij vrijelijk, indien de Koning geen gebruik heeft gemaakt van zijn recht om de voorwaarden en de regels van die overgang vast te stellen, hetzij met inachtneming van die voorwaarden en regels, indien de Koning ze heeft vastgesteld. Volgens een tweede interpretatie zou de Raad voor maatschappelijk welzijn de wijze waarop de overgang van de ene personeelsformatie naar de andere geschiedt alleen dan kunnen bepalen, indien de Koning de voorwaarden en regels van die overgang heeft vastgesteld. De tekst zou moeten worden verduidelijkt, naargelang van de interpretatie die de Regering eraan bedoelt te geven.

(2) De opmerking die is gemaakt in de voorgaande noot, geldt eveneens voor dit lid, waarin het gebruik van het werkwoord "kan" de gevolgen welke het niet uitoefenen door de Koning van Zijn bevoegdheden meebrengt, in het ongewisse laat.

Artikelen 4 en 5.

Bij deze artikelen is dezelfde opmerking te maken als die welke bij artikel 2 is geformuleerd. De voorgenomen maatregelen hebben betrekking op de tuchtrechtelijke bevoegdheid die wordt uitgeoefend over het personeel van de ziekenhuizen en vallen bijgevolg buiten de doelstellingen welke in het kader van de wet van 27 maart 1986 mogen worden nagestreefd.

Deze artikelen moeten vervallen.

Artikel 6 (dat artikel 3 wordt).

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Een artikel 55bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :".

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 55bis, schrijve men : "peut, dans les limites du cadre du personnel ... . Ce contrat est conclu par écrit".

Artikel 7 (dat artikel 4 wordt).

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 94 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, bekrachtigd bij de wet van 6 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° Paragraaf 3 wordt aangevuld als volgt :

"d) de kostprijs te bepalen die het ziekenhuis dient te factureren voor de levering van goederen en diensten aan andere diensten en inrichtingen van het centrum of aan derden;

e) met betrekking tot het ziekenhuis de beslissingen te nemen tot toepassing van de wets- en verorderingsbepalingen betreffende de uitvoering van de programma's ter bevordering van de werkgelegenheid".

2° Er wordt een paragraaf 8 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 8. Het in paragraaf 2 bedoelde beheerscomité beheert eveneens, overeenkomstig de paragrafen 3 tot 6, het gedeelte van een ziekenhuis ... andere vormen van verzorging. In dit geval worden de boekhouding, de thesaurie, de begroting en de rekeningen, alsook het personeelskader van deze verblijfsdienst gescheiden gehouden van die van het ziekenhuis".

Artikel 8 (dat artikel 5 wordt).

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In artikel 111 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 244 van 31 december 1983, bekrachtigd bij de wet van 6 december 1984, wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt :".

.../...

Het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2bis zou moeten worden geredigeerd naar het model van de tekst die is voorgesteld voor het ontworpen artikel 26ter, tweede lid (artikel 1 van het ontwerp).

Artikel 9 (dat artikel 6 wordt).

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 125 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

"Wanneer de vereniging wordt opgericht met het oog op het exploiteren van een ziekenhuis of van een gedeelte van een ziekenhuis, beschikken de openbare rechtspersonen over ten minste de helft van de stemmen in de verschillende bestuurs- en beheersorganen van de vereniging".

Artikel 10 (dat artikel 7 wordt).

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 126, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :".

In de Franse tekst van de ontworpen bepaling dient te worden geschreven : "la tutelle administrative est limitée ...".

Het "administratief toezicht" waarvan in de ontworpen tekst sprake is, mag niet worden geacht alleen te slaan op de controlemaatregelen welke bepaald zijn in hoofdstuk IX van de wet van 8 juli 1976, maar moet worden geacht ook te doelen op de toezichtsmaatregelen waarin de andere hoofdstukken van die wet voorzien.

Uit de uitleg die door de gemachtigde van de Minister is verstrekt, blijkt dat in de ontworpen bepaling worden bedoeld de rekeningen die zijn vastgesteld door de bevoegde statutaire organen van de vereniging, zonder dat die goedkeuring door een andere toezichthoudende overheid behoeven.

Opdat geen verwarring kan ontstaan met de bepalingen welke vervat zijn in het ontworpen artikel 26ter (artikel 1) en in het ontworpen artikel 111, § 2bis (artikel 8, dat artikel 5 wordt), wordt voorgesteld het woord "definitieve" in de ontworpen bepaling te schrappen.

Artikel 11 (dat artikel 8 wordt).

In de Franse tekst dient te worden geschreven : "... chacun en ce qui le concerne ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. R. STEVENS, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J. LIGOT.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. STEVENS, adjunct-auditeur.